

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1165 du 24 août 2013 | www.libres.org
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



SOMMAIRE DU N°1165

EDITORIAL : Fructidor pp. 1-2

CONJONCTURE : Reprise, vous avez dit reprise ? pp. 3-4

ACTUALITÉ : Retraites : la réforme pénible p. 4 - Egypte : la morale diplomatique à géométrie variable p. 5 - Marseille, capitale nationale de la criminalité p. 5

DEMANDEZ LE PROGRAMME : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Fructidor

Camarades républicains, cette lettre est datée du 8 Fructidor. Je me suis mis au goût du jour, qui nous ramène deux siècles en arrière. En effet, les Sans Culottes, ancêtres de nos socialistes, avaient avec intelligence remplacé le calendrier grégorien par le calendrier révolutionnaire : plus rationnel, rompant enfin avec un millénaire d'obscurantisme religieux et politique.

Le mois d'Août était une réminiscence insupportable de la dictature impériale : comment appeler un mois du nom d'Auguste ? Pourquoi se plier à la réforme du Pape Grégoire XIII, imposée de force par les chrétiens ? Proches de la nature, qu'ils idolâtraient comme nos écologistes, les Républicains ont évacué du calendrier toute trace de despotisme pour le mettre au rythme des saisons. Ainsi Août a-t-il été divisé entre Thermidor et Fructidor.

Mon choix n'est pas innocent : je veux moi aussi me retrouver à l'âge de la Terreur, des Incroyables et des tribunaux de Salut Public pour être en harmonie avec les élus du peuple.

La société française renouant avec la barbarie, la déliquescence des mœurs, la haine et l'arbitraire : n'est-ce pas une grande renaissance ?

Un ordre social nouveau, un constructivisme élitiste : il ne manque que la gestation de l'homme nouveau. Un bon système éducatif, une littérature et des spectacles écervelés y pourvoient déjà.

Il n'est pas jusqu'aux assignats que je retrouve avec un plaisir nostalgique : la dette publique financée par la cavalerie et la spoliation, quelle habileté ! Et la corruption érigée en mode de réussite, quelle bonne aventure ! >>

BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Fructidor (suite)

Cependant, Fructidor est un mois qui a une place à part dans le calendrier républicain révolutionnaire : c'est celui où l'on récolte ce que l'on a semé et moissonné. La récolte est abondante : la ruine économique et le chômage, la destruction de la famille et de la vie, l'inculture et l'ignorance.

Les gazettes sont pleines des périls qui guettent le pouvoir en fructidor : une rentrée scolaire agitée par l'affaire des rythmes, mais aussi des genres, une réforme des retraites obérée par la tyrannie du statu quo, des finances publiques en forme de tonneau des Danaïdes contribuable, des collectivités territoriales minées par le jacobinisme.

S'agissant de la vie politique, on se croirait aux plus beaux jours de l'an II : les sectes et les intrigues se multiplient. Après l'élimination des Girondins, les Hébertistes sont évincés, puis Danton et ses amis, puis Robespierre lui-même. Cela n'empêche pas de célébrer la fête de l'Être Suprême. Il est vrai que la peine de mort a été abolie et que la guillotine a disparu, mais la lutte de tous contre tous prend chaque jour une intensité nouvelle, en dépit des communes psalmodies contre la droite, ou le libéralisme, ou l'Eglise. L'Être Suprême est toujours sur sa colonne à Paris.

Ces quelques considérations et les fantaisies de style que je vous impose n'ont d'autre but que de souligner le décalage qui s'accroît chaque jour entre les rêveries criminelles de la gauche et les réalités économiques, sociales et morales auxquelles notre pays est confronté.

Ces gens sont d'une autre période, d'un autre monde, peut-être d'une autre planète. Ils sont en fructidor. Or, les Français gardent encore les pieds sur terre,

bien que le matraquage médiatique soit à l'œuvre et porte ses fruits. Ils sont en Août.

“ Fructidor : un autre temps, un autre monde, loin des réalités ”

C'est vers les Français qu'il faut se tourner dès maintenant, pour leur éviter de sombrer dans l'aventure populiste ou le retour aux errements pré-socialistes, souvent méta-socialistes.

Je l'ai déjà dit : je ne crois pas nécessaire pour les libéraux de s'attarder sur fructidor, si ce n'est pour dénoncer et enrayer le cancer socialiste, collectiviste et jacobin. Je voudrais que nous mobilisions toute notre énergie pour faire connaître le vrai programme libéral, qui représente une vraie révolution, certainement plus proche des droits individuels et du progrès social que celle de 1789 et la suite.

“ Convaincre, Communiquer, influencer ”

Il nous faut convaincre, communiquer, influencer.

Les convictions libérales, nous les avons. Cette Lettre, comme bien d'autres documents issus de la galaxie libérale, a rappelé depuis des années les principes fondateurs d'une société de libertés : état de droit, subsidiarité, propriété et responsabilité. De même la liste des réformes libérales a-t-elle été présentée et justifiée.

Reste à faire partager ces convictions à ces millions de Français qui cherchent en vain une alternative au socialisme et à l'étatisme. Ici je crois à la multiplication des rencontres, à l'organisation des forums des libertés, à des cercles et clubs de réflexion, où les Français peuvent apprendre à se passer de l'Etat, à connaître les vices de constitution du socialisme et les véritables dimensions du libéralisme. Cette entreprise me semble d'autant plus réaliste que cette année 2013 a été marquée dès janvier par le réveil de la société civile : des millions de manifestants de toutes origines, de tous âges.

Une fois le mouvement de pensée et les informations largement diffusés, nul doute que les libéraux pourront avoir une influence sur la société politique. Je ne crois pas qu'il faille mettre la charrue avant les bœufs et se contenter d'une reconnaissance formelle à l'occasion des prochaines élections, de toutes façons gagnées par une opposition dont on ne sait toujours pas ce qu'elle est ni ce qu'elle veut, sinon sortir les sortants.

Chers lecteurs de cette Lettre, anciens ou nouveaux, je vous redis merci pour votre confiance et votre soutien, mais je lance aussi un appel à mobilisation générale, pour ne pas perdre le bénéfice de cette « fenêtre stratégique » qui s'ouvre maintenant et ne doit pas se fermer au printemps prochain. Votre fidélité est pour moi un encouragement, votre travail missionnaire sera pour tous un gage de succès et une source d'espoir.

Jacques Gareilo

REPRISE, VOUS AVEZ DIT REPRISE ?

François Hollande en a rêvé, l'INSEE l'a confirmé : la reprise est là, la France est sortie de la récession, la crise est finie, vaincue par la politique du gouvernement, alléluia !

La réalité est un peu différente. On ne juge pas d'une situation économique sur des chiffres et indices conjoncturels, au demeurant peu fiables : ils ne représentent pas grand-chose par rapport aux éléments de fond et des tendances lourdes. Une économie qui n'a pas bénéficié des réformes structurelles dont elle a besoin et qui est plombée par le poids de l'Etat et des prélèvements obligatoires ne peut connaître une croissance durable.

« Très net rebond de la croissance »

Nos ministres sont incorrigibles, rien ne leur sert de leçon. Sous le gouvernement précédent, le premier trimestre 2011 avait connu une croissance de 1,1%. Commentaires de l'époque : la reprise est là, la crise est finie ; quelques trimestres plus tard, nous étions de nouveau en récession. Cette fois-ci l'INSEE annonce pour le second trimestre 2013 un taux de croissance de 0,5%, moitié moindre que celui du début 2011. Il n'en fallait pas plus pour que le ministre de l'économie, Pierre Moscovici, exulte, se félicitant d'un « très net rebond de la croissance qui confirme la sortie de récession de l'économie française ».

Il est vrai que les « experts » anticipaient une hausse de 0,2% ; cela veut simplement dire que les prévisionnistes se trompent, ce qui n'est pas un scoop. Pour autant, est-ce un chiffre extraordinaire ? Il intervient après deux trimestres de baisse du PIB : 0,2% au quatrième trimestre 2012 et également au premier trimestre 2013. Deux trimestres de baisse, c'est la définition statistique habituelle d'une récession. Un trimestre suivant de hausse permet-il de conclure à la fin de ladite récession ? Les deux trimestres à venir vont-ils nous conduire à un taux annuel de 0,1 ou de 1% ? Parler de reprise est un bien grand mot, compte tenu de l'imprécision des chiffres et de l'incertitude des prévisions.

Les cocoricos sont donc prématurés et la discussion sur des

dixièmes après la virgule ridicule : un jour de grève et on bascule dans le négatif ! Le seul commentaire à faire c'est que la France est en panne : on ne produira pas plus en 2013 qu'en 2012 et, comme la population augmente, le PIB par tête recule.

Relevons au passage le paradoxe : les mêmes hommes politiques qui accusent sans cesse le marché, les entreprises, les profits, la bourse de se focaliser sur le court terme s'arrêtent au premier chiffre venu pour en tirer des conséquences définitives. Ils accusent le marché d'être myope, mais eux-mêmes ne voient pas plus loin que le trimestre en cours et ont pour horizon ultime la prochaine échéance électorale.

Les vrais moteurs sont en panne

Il est également intéressant de voir comment, selon l'INSEE, ce résultat a été obtenu. L'INSEE voit deux facteurs explicatifs : le premier (0,2% sur les 0,5%) est la variation des stocks des entreprises : la belle croissance que voici ! Les invendus ont été produits, donc ils sont comptabilisés dans le PIB, c'est l'habitude. Le second est la consommation des ménages (0,3% sur 0,5%). Ce moteur-là, cher aux keynésiens, est le plus précaire : l'INSEE souligne qu'un de ses facteurs aura été la hausse des achats d'énergie (+2,4%) en raison de la mauvaise météo du printemps : la pluie féconde le PIB.

Les vrais « moteurs » sont absents. La contribution du com-

merce extérieur à la croissance est nulle, les importations ayant progressé aussi vite que les exportations. Et surtout l'investissement poursuit sa chute : il connaît une baisse pour le sixième trimestre consécutif, avec un repli de 0,5%. Or c'est l'investissement qui est le vrai signe de la santé économique à venir : lui seul prépare le futur et on voit mal comment une économie qui enregistre pour le sixième trimestre d'affilée un recul de l'investissement pourrait progresser à terme. L'investissement, c'est non seulement la croissance, mais aussi l'emploi de demain. En dépit de la méthode Coué de François Hollande, la courbe du chômage ne s'inversera pas d'ici la fin de l'année. Pour l'instant, au second trimestre 2013, en dépit de la hausse du PIB, l'emploi salarié a encore reculé, avec une chute de 27 800 du nombre de postes.

Les fausses réformes

Il faut donc dépasser ces chiffres et ces analyses purement conjoncturelles. L'essentiel est ailleurs. Les réformes dont la France a besoin n'ont pas été faites. Les organismes internationaux, avec toute l'élégance du langage diplomatique, ne cessent de le répéter : la France n'a pas fait les réformes que les autres pays ont réalisées.

C'est particulièrement vrai pour le marché du travail. La mesure phare du gouvernement est l'intensification des emplois aidés, notamment avec les « emplois d'avenir ».

>>

Reprise, vous avez dit reprise ? (suite)

Mais en quoi peut-elle résorber le chômage ? Au-delà de ce qui se voit (les 100 000 emplois qui seront ainsi créés, si jamais ils le sont), il y a ce qui ne se voit pas (les emplois détruits par les prélèvements pour le financement de ces emplois). En fait les rigidités sont toujours là, au niveau des salaires (à commencer par le SMIC) et des procédures d'embauche et de licenciement. Il y a longtemps qu'en France le marché du travail n'est plus un marché.

Enfin, peut-on parler de réformes quand le secteur public est toujours aussi important et que l'Etat se livre au grand jeu du mécano industriel, en achetant et vendant des titres ? Croit-on que c'est grâce à la Banque publique d'investissements qu'on va créer des entreprises ou que c'est en détruisant le statut d'auto-entrepreneur qu'on va créer des vocations ? Croit-on que c'est en refusant toute ouverture des professions fermées à la concurrence ou l'ouverture des services publics qu'on

va créer des emplois et faire baisser les prix ?

Hausse ou baisse des prélèvements ?

Cependant le gouvernement a fait une grande découverte : il faut une nouvelle fois sauver les retraites. Après avoir critiqué les réformes précédentes qualifiées d'inutiles, le gouvernement prépare dans l'urgence sa propre réforme. Et quelle réforme ! On ne changera rien au système par répartition, alors que celui-ci est structurellement condamné, comme tout système de type Madoff (les entrants financent les sortants), mais on va –quelle imagination !- augmenter les recettes, sans doute via la CSG. Les retraites ne seront pas sauvées, mais ces nouveaux prélèvements vont plomber un peu plus notre économie.

Même si le FMI se trompe souvent et si ses recommandations sont largement keynésiennes, tel était

le sens des recommandations données à la France il y a quelques semaines. Le FMI ne reprochait pas le fait de chercher à réduire les déficits publics, mais le fait de prétendre les réduire par une hausse des impôts. En effet, toute « rigueur » provoquée par une hausse des prélèvements accroît la récession et réduit les recettes fiscales (effet Laffer).

Voilà pourquoi nous ne croyons pas à la reprise en France, pas plus qu'à la baisse des déficits publics. Ce n'est pas pour nous réjouir, certes. Mais c'est pour rappeler à la classe politique que la seule façon de réduire les déficits et de susciter de la croissance est de baisser et les prélèvements et les dépenses publiques, donc de réduire la taille de l'Etat. Sans cette double condition, il n'y aura pas de reprise véritable et durable, n'en déplaise à l'INSEE et au gouvernement.

Jean Yves NAUDET

Retraites : la réforme pénible

Géniale innovation : la pénibilité au cœur de la réforme

A partir du rapport Moreau et des recommandations de la Cour des Comptes on aurait pu s'attendre à ce que la réforme des retraites, actuellement en débat, en vienne enfin aux choses sérieuses.

On aurait pu par exemple introduire quelques éléments de réforme « systémique », c'est-à-dire accepter un timide pas pour stopper les dérives du système par répartition et introduire des éléments du système par capitalisation. Le Medef souhaité la création d'un « troisième pilier » en capitalisation, nécessaire pour compenser la faillite du premier (le régime général de retraites) et du

second (les caisses complémentaires). Bien que forte prudente, cette recommandation n'est pas près d'être prise en compte.

On va donc appliquer la méthode la plus simple : faire payer les Français. Le gouvernement a arrêté son choix : on n'augmentera pas les cotisations, mais la CSG. Ce prélèvement est impopulaire, puisqu'il est supporté par tout le monde, retraités compris, et qu'il n'est pas progressif (son taux ne dépend pas du revenu des contribuables).

Mais le gouvernement donne de la voix pour clamer son inno-

vation : le système va désormais tenir compte de la pénibilité du travail. C'est la bonne grosse couche de peinture qui va tenir le rafirot rouillé. Bien évidemment, le concept de pénibilité n'a aucun sens, surtout quand on précise que la pénibilité n'est pas seulement physique mais aussi psychologique. En réalité, c'est une manière habile de préparer toutes les exceptions corporatives et électoralistes qui permettront aux amis du pouvoir en place d'échapper à un prélèvement qui sera plutôt sévère. La pénibilité de l'impôt, elle, n'est pas prise en compte. Le vol légal ne fait pas mal. •

Egypte : la morale diplomatique à géométrie variable

Démocratiques en 2011, les violences sont-elles condamnables en 2013 ?

Fin 2010 et 2011 le printemps arabe, Ben Ali, Moubarak, Kadhafi « dégagent » : l'Occident, et l'Europe en particulier, d'applaudir à la naissance de la démocratie, d'armer puissamment les islamistes et de se déchaîner contre Bachar el Assad.

Deux ans plus tard, il n'y a plus de doute : la démocratie n'a pas été instaurée, nulle part, et en Egypte en particulier la dictature des Frères Musulmans a instauré le fanatisme le plus barbare. Alors, la question s'est posée : fallait-il laisser les nouveaux maîtres du pouvoir au Caire écraser les opposants, dont les vrais démocrates, fallait-il défendre les Coptes persécutés et laisser brûler les églises des Chrétiens ? A en juger par les réactions contre la répression militaire, l'Occident a répondu : oui. Et les diplomates européens, anglais, français et

américains de demander des mesures de rétorsion contre le Caire comme contre Damas.

Voici que soudain les violences et les morts inquiètent les bonnes âmes, les capitales que les « bavures » du printemps arabe, l'extension d'Al-Qaïda en Afrique, la constitutionnalisation du totalitarisme n'avaient pas émues.

Les militaires égyptiens au pouvoir, formés d'ailleurs par les armées anglaise et française, n'ont cure des menaces dont ils sont l'objet. Ils n'ont besoin ni d'armes ni d'argent, ils ont le soutien des royautés arabes ennemies des Salafistes. Ils répondent à l'ingérence internationale en emprisonnant Mohamed Morsi et en libérant Moubarak.

Ce qui est dramatique dans l'affaire, c'est l'obstination des diplomates occidentaux à toujours

miser sur le mauvais cheval. A Yalta, on a laissé l'Europe Centrale et de l'Est entre les mains de Staline. On a livré l'Iran aux ayatollahs plutôt que de soutenir le Chah, on a abandonné l'Algérie aux fellaghas et trahi les Français tant musulmans que pieds-noirs.

Mais peut-on reprocher à la diplomatie de pratiquer le double jeu ? De tous temps, la diplomatie a cultivé l'ambiguïté et la trahison. Elle a pris longtemps le masque de la souveraineté nationale, maintenant elle s'abrite derrière les droits de l'homme. Elle fait son régal de la géo-politique, croyant stupidement que la vie des êtres humains sur la planète s'organise en fonction des ressources naturelles et n'échappe pas au « choc des civilisations ». Elle ne sait rien de l'économie ni de l'échange ni de la liberté, ni même de la paix. •

Marseille, capitale nationale de la criminalité

La polémique Gaudin-Valls donne un avant goût des municipales. Est-ce tout ?

La capitale européenne de la culture voit sa réputation ternie par la série des crimes qui ne se limitent plus aux quartiers Nord de la ville, mais atteignent les artères du centre. Heureusement, cela ne semble pas dissuader touristes et visiteurs venus admirer les réalisations de la cité phocéenne : c'est un franc succès artistique et commercial.

Grâce lui soit rendue : le Premier Ministre s'est déplacé une fois de plus à Marseille, flanqué de Manuel Valls et de quatre autres ministres (un bataillon de dames dont le charme va sûrement paralyser les truands). La question qui fait polémique : est-ce l'Etat ou le

maire qui est responsable de la criminalité locale ? Valls met Gaudin en accusation pour avoir couvert l'inaction du gouvernement Sarkozy. Harlem Désir, secrétaire du PS, parle de « non assistance de Marseille en danger ». Depuis que la candidature du sénateur-maire aux municipales l'an prochain est connue, la gauche s'est déchaînée. Elle entend récupérer, notamment dans les quartiers Nord, les voix qui pour l'instant se porteront sur le Front National. Tout le monde fait de la surenchère sur le thème de l'insécurité.

Jean Claude Gaudin, à juste titre, dénonce les carences de l'Etat, qui ne se limitent pas au manque d'effectifs de la police nationale,

mais à la façon dont la justice est rendue et dont les peines sont exécutées en France.

Cet avant-goût de campagne municipale ne contient pas toutes les données du problème marseillais, mais concerne toute la France urbaine : une délinquance créée par l'Etat Providence qui distribue allocations, couverture médicale, logements sociaux à des personnes qui vivent aux crochets de ceux qui travaillent honnêtement, une école qui n'assure plus l'éducation des enfants, une économie incapable de créer des emplois et l'apologie de la violence, de la discrimination ou du communautarisme dans les médias. •

Demandez le Programme

Il y a maintenant quelques mois (avril dernier) je vous ai proposé une série d'articles résumant dans ses grandes lignes ce que pourrait être un programme libéral. J'ai repris assez fidèlement les idées et parfois les textes que j'avais prêtés au « candidat libre », personnage virtuel qui s'exprimait pendant la campagne des présidentielles sur le site www.lecandidatlibre.fr (que vous pouvez toujours consulter).

Le programme de ce candidat portait essentiellement sur six chapitres : l'école, la fiscalité, la protection sociale, le logement, la réglementation, le referendum d'initiative populaire.

Les deux premiers chapitres nous ont occupés d'avril à juillet. Nous abordons maintenant les projets libéraux dans le domaine de la protection sociale. L'actualité leur confère un intérêt particulier, puisque ces prochaines semaines seront marquées par le grand débat sur la réforme des retraites. Je pense d'ailleurs pouvoir faire publier fin septembre ou début octobre un nouvel ouvrage sur les retraites, sujet sur lequel je m'informe et travaille depuis un demi-siècle au moins (un de mes amis m'a fait passer une copie de Minute (avec une interview de François Brigneau) en 1971 – évidemment il n'y a rien à changer !

Jacques Garelo

Le constat :

Le système de retraite par répartition est condamné

Les réformes pour tenter de le sauver ont été inefficaces et injustes

Vous cherchez à vous préserver de la faillite, mais à vos frais

Ceux qui n'ont pas les moyens perdront beaucoup d'argent

La proposition :

Vous verser votre salaire complet

Vous permettre de constituer un compte personnel d'épargne retraite et de tirer les avantages de la capitalisation

Garantir aux victimes de la répartition une juste protection sociale

Assurer le financement de la croissance et de la création d'emplois

Avec la capitalisation, les retraités futurs seront gagnants et les retraités actuels ne seront plus perdants

La répartition en faillite

Pour assurer notre retraite, nous sommes tous soumis à un système public et obligatoire. Il existe aussi des retraites complémentaires ou des régimes spéciaux, et encore des assurances-vie ou des plans d'épargne.

Mais je voudrais avec vous m'en tenir au seul système public et obligatoire, qui concerne plus de 80 % des Français et qui est un système par répartition.

La répartition est simple. Les actifs payent pour les retraités. Les uns sont jeunes, les autres âgés : quoi de plus sympathique que de faire entretenir ceux-ci par ceux-là ? Dans les familles, on a pratiqué la méthode durant des siècles : les parents se sacrifient pour les enfants, jusqu'à ce qu'à leur tour les enfants prennent en charge les parents. Mais la ressemblance avec la famille est trompeuse : d'une part cette solidarité entre générations était volontaire et accompagnée de rapports affectifs, d'autre part ceux qui donnaient et ceux qui recevaient se connaissaient et pouvaient adapter leurs contributions et leurs aides aux situations individuelles. En passant de la répartition familiale à la répartition « sociale », on est entré dans une logique de redistribution obligatoire et bureaucratique, et dans l'anonymat puisque les cotisants ne connaissent pas les pensionnés.

Je vous engage déjà à détromper ceux qui autour de vous croient que l'argent qu'ils payent chaque

mois est mis de côté jusqu'à l'âge de leur retraite. Non : cet argent n'est pas plus tôt rentré dans les caisses de l'URSSAF (organe collecteur des cotisations sociales) qu'il va dans celles des Caisses Nationales d'Assurance Vieillesse qui s'en servent immédiatement pour servir les pensions des retraités adhérents.

La répartition est explosive. Il faut évidemment qu'il y ait assez d'argent des actifs cotisants pour payer les pensions des retraités. En 1960, il n'y avait aucun souci, pour un retraité il y avait 4 actifs, mais en 1980 il n'y en avait plus que 2,4, puis en 2000 1,5 et aujourd'hui 1,25 et à partir de 2020 il y aura plus de retraités que d'actifs.

La raison en est bien simple : la population française vieillit, de sorte que le Français qui avait le bon goût de mourir avant de partir à la retraite ne coûtait rien à l'assureur, alors qu'aujourd'hui il a l'indécence de vivre jusqu'à 70 ans passés, donc de toucher sa pension pendant plus de dix ans.

A l'autre bout de la chaîne, les jeunes Français entrent en activité bien plus tard et un quart des jeunes est au chômage. Les chômeurs, quel que soit leur âge, ne cotisent pas. Il y en a près de trois millions à l'heure actuelle. Si la composante « chômage » peut s'améliorer, en revanche le vieillissement – et c'est heureux – ne changera pas de si tôt.

A ce jour, les réformes réalisées pour échapper au piège de la répartition ont été des réformes de plombiers, c'est ce que l'on appelle les « ajustements paramétriques ». Malgré les réglages successifs, la baignoire se vide sans cesse et les déficits du seul régime d'assurance vieillesse des travailleurs salariés n'ont cessé d'augmenter. En moins de six ans, ils sont passés de 5 à 15 milliards d'euros et le déficit se creuse de plus en plus vite.

Non seulement les réformes sont inefficaces et sans cesse réformées, mais je les trouve injustes, à plusieurs titres. Tout d'abord, les assurés sont prisonniers du système et on leur annonce en cours de carrière, ou même pendant leur retraite, que les droits qu'ils avaient acquis sont diminués par décision unilatérale de l'assureur. Il n'y a aucun recours contre ces changements qui me semblent arbitraires, puisque légitimés au seul argument qu'il n'y a plus assez d'argent dans la caisse. D'autre part, les pensions représentent une part très importante des revenus des personnes âgées de condition modeste, de même que la hausse des cotisations est plus douloureusement sentie par ceux qui ont un faible pouvoir d'achat. Enfin, si les individus et ménages aux revenus plus élevés ont les moyens de se protéger contre la faillite – et tant mieux pour eux – les autres ne les ont pas. •

Un peu de nostalgie tout de même en cette fin du mois d'août. Pour la deuxième fois en 35 ans, il n'y a pas eu d'Université d'Été de la Nouvelle Economie à Aix en Provence. La famille libérale n'a pas pu se réunir comme elle le faisait sans cesse depuis 1978.

Cela ne veut pas dire que les libéraux ne sont pas prêts. D'une part, il y a eu quelques réunions qui, sans ressembler de loin ni de près à ce que nous avons réussi à bâtir, donnent lieu à des rencontres fructueuses. Nous allons en dire quelques mots. D'autre part, en l'absence d'Université d'Été, le produit de substitution choisi par l'ALEPS est la multiplication des « forums des libertés », et nous sommes prêts à accélérer un processus amorcé depuis le mois de mai.

Les rencontres de l'été : passées, en cours et programmées



C'était du vendredi 5 au dimanche 7 Juillet : 5ème week-end des libertés à Saint Paul lès Dax

Le matin du samedi 6 juillet a été particulièrement riche avec les interventions de quelques « seniors » : Henri Lepage, Jacques de Guenin, Jean Philippe Delsol, tous administrateurs actuels ou passés de l'ALEPS. Durant l'après midi, Lucas Léger, chercheur à l'IREF, a dégonflé les baudruches des anti-mondialistes. Le docteur Patrick de Casenove, président du Cercle, a décrit la crise du système de santé français : « L'Etat a confisqué la santé des personnes... Par son intervention, la Sécu met fin au dialogue singulier qui unit patient et médecin. La solidarité véritable est remplacée par des droits sociaux ». Enfin, Vincent Bénard a dénoncé les dérives d'un système financier de moins en moins fidèle à la logique du marché et de plus en plus entre les mains de l'Etat.



Patrick de Casenove donne rendez-vous à Paris pour une réunion organisée par Students For Liberty. C'est la

Première conférence Francophone European Students For Liberty le 14 septembre 2013 de 9 à 19 heures puis à partir de 22 heures à "La Maison des Mines", 270 Rue Saint-Jacques 75005 Paris

Renseignements et inscriptions sur le site www.studentsforliberty.org



UNIVERSITÉ EUROPÉENNE
DES LIONS

AIX-EN-PROVENCE, 25 AOÛT - 01 SEP. 2013



Comme cela a été annoncé, s'ouvre **lundi matin 26 la première Université Européenne Lions** qui accueille une trentaine d'étudiants avec deux groupes, l'un francophone, l'autre anglophone. Les participants européens sont surtout en provenance de Turquie : tout un symbole pour un pays qui essaie de retrouver la modernité et l'ouverture d'esprit perdues. Autour de Jacques Garelo, l'équipe d'enseignants est composée de Gérard Bramoullé, Victoria Curzon Price, Pierre Garelo, Emmanuel Martin. Participent aussi à cette Université plusieurs étudiants venus à Aix pour la fin de la semaine à l'occasion de l'Université d'Été du Parti Libéral Démocrate.



Du **vendredi 30 août au dimanche 1er septembre**, le Parti Libéral Démocrate tiendra sa **5ème Université d'Été** dans les locaux de la Faculté de Droit, à Aix en Provence.

Site www.partiliberaldemocrate.fr

Bien que l'ALEPS se tienne soigneusement à l'écart de toute mouvance partisane, un noyau non négligeable d'intervenants et de militants libéraux sera présent, autour d'Aurélien Véron, président du parti. Le dîner de samedi soir sera marqué par les communications d'Hervé Morin et de Jacques Garelo : cohabitation de la société politique et de la société civile ? Dimanche le parti arrêtera sa position dans la perspective des élections municipales.